

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels


**COMMISSION POLITIQUE
SPÉCIALE, 28^e**

SÉANCE

Vendredi 21 décembre 1951, à 15 heures

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

Page

Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine
(A/1787, A/1794, A/1795, A/AC.53/L.20) [suite]..... 147

Président : M. Selim SÄRPER (Turquie)

Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine (A/1787, A/1794, A/1795, A/AC.53/L.20) [suite].

[Point 25*]

1. M. AL-GAYLANI (Irak) tient à rendre hommage à la façon dont le représentant de l'Inde, dans un exposé aussi conciliant que modéré, a posé (27^e séance) le problème du traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine. Il ne veut pas refaire l'histoire complète de la question, mais il estime nécessaire d'évoquer tout d'abord quelques faits importants. Il renvoie pour cela au rapport du Secrétaire général (A/1357). Il rappelle notamment qu'en exécution de la résolution 265 (III) adoptée par l'Assemblée générale, le Gouvernement de l'Inde a pris contact avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine pour lui demander où et quand pourrait avoir lieu la conférence prévue par cette résolution. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine ayant accepté de procéder à des entretiens préliminaires en vue d'établir l'ordre du jour de la conférence, ces entretiens ont eu lieu au Cap en février 1950. Toutefois, tandis que ces entretiens étaient en cours, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, qui avait refusé de suspendre l'application des lois existantes, a introduit dans sa législation des mesures nouvelles, telles que le *Group Areas Act*, qui ont aggravé la situation des personnes d'origine indienne. En présence de cette situation, le Gouvernement de l'Inde s'est trouvé dans l'obligation d'adresser au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine une note pour l'informer qu'il n'était pas en mesure de participer à la conférence. Par cette note, le Gouvernement de l'Inde a exprimé le désir de voir les Nations Unies prendre acte de cette situation et adopter les mesures qui s'imposent en vue de l'application aux Indiens de l'Union Sud-Africaine d'un traitement conforme aux principes contenus dans la Charte et la Déclaration des droits de l'homme. C'est ainsi que cette question s'est trouvée inscrite à l'ordre du jour de la cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale.

2. M. Al-Gaylani rappelle ensuite qu'à cette session la délégation de l'Irak associée aux délégations de la Birmanie, de l'Inde, de l'Indonésie et de l'Iran a présenté, puis retiré, un projet de résolution (A/AC.38/L.33) tendant

à faire ressortir que le *Group Areas Act* constituait une infraction aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'Assemblée générale a finalement adopté la résolution 395 (V) qui recommandait aux gouvernements intéressés d'engager des pourparlers sur un pied d'entière égalité, en tenant compte des dispositions de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette résolution a suscité des réactions diverses de la part des gouvernements intéressés.

3. En effet, le 5 mars 1951, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a fait connaître qu'il jugeait cette résolution inacceptable ; en outre, le 7 mars 1951, le suppléant du représentant permanent de l'Union Sud-Africaine a fait connaître au Secrétaire général (A/1787) que, de l'avis de son gouvernement, l'Organisation des Nations Unies, en adoptant cette résolution, s'était ingérée dans les affaires intérieures de l'Union Sud-Africaine. Le gouvernement de ce pays a néanmoins déclaré qu'il était disposé à participer à une conférence, conformément aux dispositions de l'accord intervenu en 1950.

4. Pour sa part, le Gouvernement de l'Inde, qui considérait la résolution de l'Assemblée générale comme constituant le meilleur moyen d'arriver à une solution, a demandé au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine d'accepter de participer à une conférence sur un pied d'égalité, conformément aux dispositions de la résolution adoptée par l'Assemblée générale. Il s'est heurté à un refus et n'a eu d'autre ressource que de saisir l'Organisation des Nations Unies pour lui demander de prendre toutes mesures nécessaires.

5. Après avoir terminé cet exposé des faits, M. Al-Gaylani passe à l'étude de la situation actuelle. Il fait observer que la question de la compétence a fait l'objet de nombreuses discussions, et que la Commission politique spéciale a déjà décidé à une forte majorité qu'elle était compétente pour examiner la question du traitement des personnes d'origine indienne en Union Sud-Africaine. Aux yeux de M. Al-Gaylani, il ne fait aucun doute que l'Assemblée générale renoncerait à ses responsabilités morales si elle refusait d'exercer ses droits par crainte de les voir méconnus ; l'autorité de l'Assemblée générale émane de son droit de recommandation, ainsi que du pouvoir qu'elle a de définir des normes internationales auxquelles il est possible de se reporter pour juger le comportement des peuples dans le monde. En vertu de ce principe, la compétence de l'Assemblée ne fait pas de doute. Tel n'est pas le point de vue du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, exprimé

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

par M. Malan, Premier Ministre de l'Union Sud-Africaine, et selon lequel, en se préoccupant de la question des Indiens en Union Sud-Africaine, les Nations Unies s'ingèrent dans les affaires de ce pays. Le problème est donc extrêmement complexe.

6. M. Al-Gaylani signale que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'a pas cessé, depuis le moment où l'Organisation des Nations Unies a été saisie, d'adopter de nouvelles mesures discriminatoires ; il cite notamment l'*Asiatic Land Tenure Amendment Act*, l'*Indian Representation Act*, le *Group Areas Act*. Toutes ces mesures tendent à exclure les Indiens de la collectivité sud-africaine.

7. Le représentant de l'Irak croit qu'il importe, devant une telle attitude du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, que les Nations Unies prennent position une fois de plus. Le projet de résolution commun de la Birmanie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak et de l'Iran (A/AC.53/L.20) fait appel aux gouvernements intéressés pour qu'ils règlent le problème dans l'esprit de la Charte. Par ce projet de résolution, l'Organisation des Nations Unies exprime à nouveau sa volonté de combattre les mesures de discrimination fondées sur la race. M. Al-Gaylani exprime, en conclusion, l'espoir que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine changera son attitude et que la Commission adoptera le projet de résolution commun.

8. M. DARMASETTIAWAN (Indonésie) reprend, lui aussi, l'exposé historique de la question du traitement des personnes d'origine indienne en Union Sud-Africaine. Il rappelle notamment que l'adoption par l'Assemblée générale, en mai 1949, de la résolution 265 (III) invitant les Gouvernements de l'Inde, du Pakistan et de l'Union Sud-Africaine à entamer des pourparlers, a été suivie de la présentation du *Group Areas Act* au Parlement de l'Union Sud-Africaine. Cette décision a voué à l'échec toute conférence envisagée entre les trois gouvernements.

9. Par la suite, l'adoption de la résolution 395 (V) par l'Assemblée générale en 1950 a été suivie de mesures de mise en œuvre du *Group Areas Act*. Ces mesures ont consisté dans l'isolement d'un groupe indien et chinois dans la population de couleur, et dans la création d'un groupe malais dans la province du Cap ; en outre, les transferts de propriété entre personnes de races différentes ont fait l'objet de restrictions ; enfin, le droit des personnes d'origine indienne à occuper des locaux dans les provinces de Natal et du Transvaal a été réglementé. Or, la résolution adoptée par l'Assemblée générale invitait les gouvernements intéressés à s'abstenir de toutes mesures susceptibles de compromettre le succès des négociations ; elle invitait le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à ne pas mettre en vigueur les dispositions du *Group Areas Act*. Les mesures prises par ce gouvernement contreviennent donc formellement aux termes de la résolution 395 (V) de l'Assemblée générale.

10. L'adoption desdites mesures a été suivie du refus opposé par l'Union Sud-Africaine de toute participation à la conférence recommandée par la résolution, sous le prétexte que cette résolution constituait une ingérence dans ses affaires intérieures.

11. M. Darmasettiawan s'élève contre cette assertion du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. Il souligne que la compétence des Nations Unies en la matière est nettement établie par les Articles 10, 14, 55 et 56 de la Charte. La thèse du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine ne peut donc être défendue sur le terrain juridique.

12. M. Darmasettiawan déclare, en outre, que l'aspect humain du problème l'emporte en réalité sur l'aspect juridique. Il cite à l'appui de sa thèse l'exemple de l'Indo-

nesie, nation jeune, récemment admise à l'Organisation des Nations Unies, qui a dû résoudre les problèmes posés par la coexistence, sur le même territoire, de représentants de races et de cultures différentes. Il attire l'attention sur le fait que tous les États Membres des Nations Unies doivent tenir les engagements qui découlent pour eux de leur qualité de Membres de l'Organisation, malgré les différences qui peuvent séparer les diverses philosophies nationales.

13. La délégation de l'Indonésie s'est associée aux délégations qui ont présenté le projet de résolution commun (A/AC.53/L.20) dans l'espoir qu'une acceptation de ce projet par les parties permettrait d'engager des discussions qui pourraient aider à la solution du problème.

14. M. Darmasettiawan exprime l'espoir que, si l'Assemblée générale adoptait cette résolution et si les Puissances intéressées l'acceptaient, l'état de tension serait atténué ou disparaîtrait complètement. Au cas où ladite résolution serait mise en œuvre avec succès, l'autorité morale de l'Organisation s'en trouverait renforcée.

15. M. BOKHARI (Pakistan) rappelle que la question dont la Commission est saisie revient pour la quatrième fois devant l'Assemblée générale. Elle est née, en fait, bien avant l'Organisation des Nations Unies, et, si elle a maintenant revêtu un caractère douloureux, c'est à la suite de certaines mesures législatives qui ont été proposées et adoptées par l'Union Sud-Africaine. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, invoquant les dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, persiste à prétendre que les Nations Unies ne sont pas fondées à intervenir dans cette question qui, selon lui, relève de la compétence nationale.

16. Or, il est un autre article de la Charte, cher au cœur de tous les peuples, et que personne ne peut s'empêcher de lire avec ferveur ; c'est l'Article premier et notamment le paragraphe 3 de cet article. La question est de savoir si les diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur la question du traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine sont conformes aux dispositions de ce paragraphe.

17. La législation en vigueur dans l'Union Sud-Africaine est inspirée par une politique de discrimination raciale particulièrement cruelle. Il serait préférable que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, au lieu de contester la compétence des Nations Unies pour examiner la question, soit en mesure de déclarer que cette législation n'a pas le caractère qu'on lui prête.

18. M. Bokhari rappelle que les Nations Unies avaient demandé qu'une conférence de la table ronde se réunisse pour examiner la question, mais que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine avait alors pris position en déclarant qu'il participerait seulement à une conférence qui se tiendrait en dehors des Nations Unies. La conférence n'a pas encore eu lieu, bien que les Nations Unies aient demandé également que le *Group Areas Act* ne soit pas appliqué. A cette demande, l'Union Sud-Africaine a répondu que les Nations Unies n'avaient pas le droit d'intervenir, et elle s'est même formellement opposée à l'adoption d'une suggestion que certaines délégations avaient formulée et qui visait à obtenir que le texte de la loi en question fût distribué comme document officiel. On connaît aujourd'hui cette loi, qui oblige certaines personnes d'origine indienne à vivre dans des ghettos et leur inflige un traitement discriminatoire. L'application de cette loi aurait pour effet de faire de certaines personnes de couleur de véritables parias.

19. Peut-on, devant cette situation tragique, invoquer des arguments juridiques de compétence pour éluder

la question ? Peut-on nier qu'il s'agit là d'un problème purement humain ?

20. On a prétendu que, s'il est vrai que la Charte mentionne les droits de l'homme et que le développement et l'encouragement du respect de ces droits constituent l'un des buts des Nations Unies, les droits de l'homme n'ont pas encore été définis de manière précise et que, par conséquent, il est difficile de juger si une atteinte leur est effectivement portée. Or, il ne s'agit pas de philosopher, mais de savoir tout simplement s'il est bien ou s'il est mal de faire subir à une certaine population, pour la seule raison qu'elle appartient à une race de couleur, un traitement barbare qu'elle n'a pas mérité.

21. M. Bokhari fait l'historique des pourparlers qui ont eu lieu entre le Gouvernement du Pakistan, le Gouvernement de l'Inde et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. En attendant que puisse se tenir la conférence de la table ronde dont le principe avait été accepté par les trois gouvernements intéressés, on avait demandé au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de ne pas hâter la procédure constitutionnelle relative à la loi dite *Group Areas Act*. Malgré cette demande, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a fait voter la loi. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine aurait alors pu s'abstenir de prendre des mesures en vue de l'application de la loi. Cette fois encore, les représentations faites à cet effet n'ont pas été entendues, et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a promulgué le 30 mars 1951, le *Group Areas Act*. Il reste encore cependant au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine une étape à franchir : c'est la délimitation des zones où certaines personnes d'origine indienne, citoyens de l'Union Sud-Africaine, seront parquées comme du bétail. En attendant que se réunisse une conférence de la table ronde, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine peut donc encore prêter l'oreille à la voix des peuples du monde et éviter de faire un geste définitif.

22. Le Gouvernement du Pakistan reconnaît que la question ne peut être résolue d'un jour à l'autre. Mais le moment est venu pour le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de faire un retour sur lui-même et de se demander si l'œuvre qu'il poursuit est juste et équitable. Le Gouvernement du Pakistan n'entend pas mettre le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine dans une situation embarrassante. Il ne veut pas que ce gouvernement vienne à résipiscence comme un pécheur. Il est prêt à participer à une conférence qui réunirait les parties intéressées pour examiner la question, à la condition, toutefois, que cet examen ait lieu d'une manière conforme à l'esprit de la Charte des Nations Unies. Il est même prêt à accepter, si cela doit permettre au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de ne pas renoncer à la position juridique qu'il a prise en ce qui concerne la compétence des Nations Unies, que la conférence en question ne soit pas considérée comme la mise en œuvre partielle des résolutions de l'Assemblée générale — ce qui n'impliquerait d'ailleurs en aucune façon que le Gouvernement du Pakistan renonce à une disposition quelconque de ces résolutions. Mais il demande au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de ne rien faire dans la voie de l'application du *Group Areas Act* tant que ces pourparlers, au cours desquels la question pourrait être utilement envisagée, non plus seulement du point de vue national, mais aussi du point de vue international, ne seront pas terminés.

23. M. Bokhari exprime l'espoir que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine acceptera de négocier dans une forme ou dans une autre, s'il ne goûte pas beaucoup celle que préconisaient les résolutions des Nations Unies, et il demande si le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine accepterait alors de prendre des mesures en vue d'abroger

le *Group Areas Act*, au cas où, à la suite de telles négociations, l'accord se ferait sur ce point. Il ajoute toutefois que, si le Gouvernement de l'Union se refuse à la moindre négociation, sa délégation soutiendra entièrement le projet de résolution commun soumis à la Commission. Il est prêt à suggérer éventuellement que les débats soient suspendus pendant quelques jours afin de permettre au représentant de l'Union Sud-Africaine de consulter son gouvernement.

24. M. SULTAN (Égypte) dit que la position de l'Égypte à l'égard de la question dont la Commission est saisie a toujours été bien définie. L'Égypte s'oppose, en effet, à toute mesure discriminatoire fondée sur des raisons de race, de sexe, de langue ou de religion.

25. Déjà, lors de la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale, l'Égypte avait soumis un projet de résolution condamnant toute forme de discrimination, projet qui, adopté par l'Assemblée générale le 19 novembre 1946, devint la résolution 103 (I). L'Union Sud-Africaine a voté alors en faveur de cette résolution. Aussi pouvait-on espérer qu'elle mettrait fin à la discrimination raciale pratiquée sur son territoire. Il n'en a malheureusement pas été ainsi. Bien plus, les mesures discriminatoires dans l'Union Sud-Africaine ont été renforcées malgré les recommandations répétées de l'Assemblée générale invitant le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à modifier sa politique dans ce domaine.

26. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine persiste à invoquer les dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte pour prétendre que la question n'est pas du ressort des Nations Unies. Le représentant de l'Égypte n'entend pas traiter cet aspect du problème, qui a été déjà longtemps exposé et débattu, et il se borne à indiquer qu'il partage, sur ce point, les vues qu'ont exprimées les représentants de l'Irak et de l'Indonésie.

27. La délégation de l'Égypte appuie chaleureusement le projet de résolution commun en espérant que les négociations entre les trois pays intéressés aboutiront à des résultats positifs, qui mettront un terme à un conflit douloureux.

28. M. HOVEYDA (Iran), en tant que l'un des auteurs du projet de résolution commun, voudrait préciser la position de sa délégation à l'égard de la question du traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine.

29. Certaines délégations ont soutenu que le projet de résolution commun, comme d'ailleurs les précédentes résolutions déjà adoptées par l'Assemblée générale, constitue une atteinte à la souveraineté nationale d'un État et est contraire aux dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.

30. Nul pays ne respecte plus que l'Iran le principe de la souveraineté nationale et n'est plus que lui attaché au principe de la non-intervention des Nations Unies dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale des États. Mais, comme il a été clairement démontré au cours des précédents débats que l'Assemblée générale a consacrés à la question, on ne saurait maintenir que l'examen de cette question constitue une ingérence dans les affaires intérieures de l'Union Sud-Africaine. Au surplus, ne convient-il pas d'aborder le problème sous un angle plus humain ? Il semble établi que l'Union Sud-Africaine exerce contre certaines personnes établies sur son territoire une politique de ségrégation raciale. En dehors de toute considération d'ordre juridique, n'est-il pas du devoir moral des Nations Unies de lutter contre les mesures discriminatoires, en quelque lieu qu'elles soient appliquées ?

31. Les diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur la question examinée par la Commission sont

toutes rédigées en termes très modérés. La résolution 395 (V) notamment, recommandait aux gouvernements intéressés d'engager sur un pied d'entière égalité, conformément à la résolution 265 (III), des pourparlers fondés sur le respect des dispositions de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme et invitait ces gouvernements à s'abstenir de toute mesure qui compromettrait le succès de leurs négociations. Il est vivement regrettable que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, en promulguant la loi dite *Group Areas Act* et les décrets d'application de cette loi, ne se soit pas conformé à cette invitation. C'est pourquoi l'Iran s'est joint aux auteurs du projet de résolution commun qui invite les parties intéressées à constituer la commission prévue par la résolution 395 (V), et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, en particulier, à suspendre l'application des dispositions du *Group Areas Act* tant que les négociations seront en cours.

32. Le représentant de l'Iran fait appel au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine pour qu'il applique aux personnes d'origine indienne se trouvant sur son territoire les principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

33. Il espère que l'unanimité se fera autour du projet de résolution commun, qui est conforme aux buts et principes des Nations Unies et, par conséquent, sert la paix internationale.

34. M. NINCIC (Yougoslavie) rappelle que sa délégation a toujours appuyé les efforts déployés par l'Assemblée générale pour obtenir que le problème soit réglé dans un esprit de justice et d'amitié. La délégation yougoslave est en effet convaincue que toute politique de discrimination raciale et d'oppression raciale et nationale est contraire à la Charte, à la Déclaration des droits de l'homme et à de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale. En outre, une telle politique choque profondément la conscience de l'humanité et, étant donné la tension internationale déjà existante, elle présente les plus graves dangers pour la paix. D'autre part, l'expérience que la Yougoslavie a acquise l'a convaincue qu'il est possible de résoudre les problèmes nationaux les plus complexes en suivant le principe de la pleine égalité de tous les groupes nationaux et en assurant l'évolution démocratique simultanée de ces groupes.

35. Il faut bien reconnaître que, jusqu'à présent, les efforts de l'Assemblée générale sont restés vains : la conférence prévue par les résolutions de l'Assemblée n'a pu avoir lieu, et la politique de ségrégation raciale fondée sur la discrimination a pris des formes encore plus aiguës. Loin de renoncer à ses efforts, l'Organisation doit, au contraire, persévérer en vue d'obtenir que ce problème soit réglé conformément aux buts et principes de la Charte. La délégation yougoslave espère sincèrement que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine se rendra compte qu'un tel règlement est conforme à ses intérêts les plus profonds. Elle appuie donc chaleureusement le projet de résolution extrêmement modéré qu'ont présenté les délégations de la Birmanie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran et de l'Irak.

36. M. MUNIZ (Brésil) rappelle que sa délégation s'est toujours vivement préoccupée de la question du traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine, non seulement parce que ce problème est étroitement lié à celui de la discrimination raciale, mais encore parce qu'en se prolongeant il ne peut que porter atteinte aux relations normales et pacifiques qui devraient exister entre les États.

37. Toute politique de ségrégation est nécessairement fondée sur des doctrines de discrimination raciale, et le Brésil est tout particulièrement sensible aux multiples aspects de cette délicate question. Le Brésil a, en effet, été

capable d'harmoniser et de fonder en une seule nationalité les différents éléments ethniques qui ont joué un rôle si important dans sa vie nationale ; il sait donc, par expérience, que des problèmes de cette nature peuvent parfaitement être résolus, si on les aborde dans un esprit humanitaire. Du reste, si une solution n'intervient pas, et si l'intolérance et la discrimination doivent triompher, on aura semé les germes d'un conflit ultérieur encore plus grave.

38. La délégation du Brésil a pris une part active aux débats qui ont eu lieu sur ce problème depuis le moment où l'Assemblée générale l'a examiné pour la première fois. A la cinquième session, elle a souligné qu'au lieu d'affirmer sa compétence à examiner une question dont l'une des parties intéressées prétend qu'elle relève uniquement de la juridiction nationale, l'Organisation devrait adopter une attitude de modération amicale et inviter les parties à régler le différend qui les sépare par la voie de négociations, ou, le cas échéant, par la médiation, ou toute autre méthode pacifique prévue à la Charte. La délégation du Brésil s'était alors jointe à d'autres délégations pour présenter un projet de résolution à cet effet (A/AC.38/L.35). Sa position n'a pas changé. Elle estime cependant qu'il importe de prendre en considération le fait que, dans sa lettre du 7 mars 1951 (A/1787), le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a déclaré qu'il n'acceptait pas les termes de la résolution 395 (V). Il faut bien reconnaître, en effet, que, dans un problème de cet ordre, il est impossible d'aboutir à une solution équitable ou permanente sans l'entière coopération de toutes les parties intéressées au différend. En ne tenant pas compte du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 395 (V) et en poursuivant l'application du *Group Areas Act*, l'Union Sud-Africaine a créé une situation regrettable contre laquelle l'Organisation se doit de réagir avec promptitude. Néanmoins, la délégation brésilienne veut espérer que l'Union Sud-Africaine reviendra sur sa décision, ce qui contribuerait à rendre plus harmonieuses les relations existant entre son gouvernement et l'Organisation, et ce dont bénéficieraient la coopération internationale et les États du monde entier. C'est pourquoi, si la délégation du Brésil considère avec la plus grande sympathie les principes dont s'inspire le projet de résolution commun, elle n'en souhaite pas moins à ce stade des débats réserver sa position sur le paragraphe qui traite de la mise en œuvre de la législation de l'Union Sud-Africaine. Elle estime, en effet, qu'il importe d'éviter une aggravation de la tension actuelle. En revanche, la délégation brésilienne appuiera l'exposé de principes du projet de résolution qui reprend, sous une forme très modérée, des principes déjà énoncés par l'Organisation.

39. Mlle STRAUSS (États-Unis d'Amérique) constate que, bien que l'Assemblée générale se soit préoccupée de la question depuis plusieurs années, on n'a accompli aucun progrès dans la voie d'une solution positive. Le problème concerne l'ensemble du monde libre, et les préoccupations de la délégation des États-Unis en la matière découlent de l'engagement que son gouvernement a pris de favoriser la mise en œuvre des principes relatifs aux droits de l'homme énoncés par la Charte. La délégation des États-Unis estime que la Commission a le devoir de rechercher une solution qui donnera satisfaction à l'honneur des intéressés et servira les principes dont les États Membres se sont engagés par la Charte à assurer l'exécution. Toute proposition formulée dans ce sens recevra donc son appui, et Mlle Strauss espère que les pays directement intéressés sauront trouver une formule d'accord, acceptable pour les deux parties et permettant la reprise de conversations dont pourrait se dégager une solution du problème.

40. En signant la Charte, les États Membres se sont engagés à observer certains principes dont dépendent leurs

intérêts les plus essentiels. Un peuple, pour défendre sa liberté et le respect de ses droits, doit être prêt à défendre les droits de tous les autres peuples. A une époque où les principes dont dépend la liberté des hommes se trouvent si gravement menacés, les États Membres ont le devoir de les appuyer sans équivoque, que ce soit à titre individuel ou collectif. Pour sa part, la délégation des États-Unis a clairement fait connaître sa position : comme le représentant des États-Unis l'a déjà indiqué lors de la cinquième session, cette position s'inspire de la Déclaration d'indépendance et de la Constitution des États-Unis, qui proclament l'égalité des hommes et garantissent le respect de leurs libertés. Faire disparaître la discrimination et promulguer les droits civiques est le but le plus élevé que se soit fixé la société américaine, et les deux grands partis politiques des États-Unis en ont fait un de leurs objectifs essentiels.

41. Certes, on ne saurait attendre des gouvernements qu'ils aboutissent immédiatement à la perfection. En l'occurrence, il s'agit plutôt de déterminer si l'on avance dans la bonne direction et si les États s'efforcent d'assurer le respect des droits de l'homme, conformément à la Charte. Lorsqu'il s'agit du traitement d'êtres humains, tous les intéressés doivent unir leurs efforts pour rechercher une solution, même s'ils n'accomplissent tout d'abord que de faibles progrès. Ce n'est que par un effort obstiné et incessant que l'on pourra adapter les politiques aux principes auxquels tous les États Membres ont souscrit.

42. Il est possible qu'une personnalité impartiale, dégagée de toute controverse politique et qui aurait la confiance des deux parties, puisse apporter dans ce domaine une contribution constructive. L'expérience du passé prouve que cette méthode a permis de résoudre des litiges extrêmement complexes lorsque les parties étaient animées du désir sincère de voir régner la compréhension et la concorde. Mlle Strauss, qui croit profondément aux bienfaits de la conciliation, pense que le Secrétaire général des Nations Unies pourrait prêter son assistance aux gouvernements intéressés, en vue de les aider à découvrir la solution des problèmes qui les préoccupent. Comme l'a dit Abraham Lincoln, les divers groupes qui constituent une nation ne peuvent se séparer ; ils doivent demeurer face à face et entretenir des relations amicales ou hostiles ; les hommes doivent donc apprendre à vivre en commun. Il leur est plus facile de le faire avant qu'ils ne soient engagés dans une lutte fratricide.

43. En terminant, Mlle Strauss souligne que la Commission examine, non point le sort de masses humaines anonymes, mais bien le destin d'êtres humains particuliers. Les gouvernements ne sont que des instruments dont le rôle est de protéger la personnalité des individus, et leur force réside dans ces individus, qui composent la communauté nationale. Comme l'a dit un philosophe moderne, l'individu est essentiel à l'harmonie du monde et sa participation au gouvernement indispensable au progrès. Le désir de liberté est enraciné au plus profond du cœur humain : sans liberté, il n'est pas de paix ou de bonheur possible ; des millions d'hommes ont donné leur vie pour défendre le droit sacré de la personne humaine. La paix est, elle aussi, fondée sur le respect des droits de l'homme, ce respect étant assuré, non dans l'abstrait, mais d'une façon concrète, à l'égard de tous les hommes, quelles que soient leur race ou leur religion.

44. Conscients de ce qu'aucun État n'a pu pleinement mettre en œuvre ce principe, les membres de la Commission devraient s'unir pour empêcher toute nouvelle violation des droits de l'homme, avec les tragiques conséquences qu'elle

entraînerait, et assurer une paix fondée sur des relations harmonieuses entre tous les hommes.

45. M. PEON del VALLE (Mexique) estime que la question de savoir si l'Assemblée est compétente pour examiner le problème de personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine n'aurait pas dû être posée à la présente session. En effet, les arguments et les preuves avancés aux sessions précédentes par de nombreuses délégations, ainsi que les votes intervenus alors à ce sujet, ont démontré que l'Organisation avait, non seulement le droit, mais encore le devoir de se préoccuper du problème. La délégation du Mexique votera en faveur des objectifs que poursuit le projet de résolution commun qui n'impose au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine d'autre juridiction que celle de la Charte et qui laisse, en fait, aux États intéressés, le soin de régler la question.

46. En fondant l'Organisation des Nations Unies, les États Membres se sont unis en une alliance conclue pour lutter contre la guerre, la misère, l'injustice et la violation des droits de l'homme. S'il est vrai que, comme l'ont souligné certains orateurs, le problème a été précédemment étudié par l'Organisation, il n'en demeure pas moins que celle-ci ne l'a jamais encore examiné à la lumière des circonstances actuelles, de la situation présente. Certes, peu d'éléments nouveaux ont été apportés au problème. Mais l'Organisation a acquis une précieuse expérience dans le domaine de la conciliation et a montré l'importance qu'ont l'attitude et la conduite des délégations. En présentant leur projet de résolution, les délégations de la Birmanie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak et de l'Iran ont tenté de concilier les positions des deux parties. C'est seulement dans cet esprit de conciliation que l'on pourra améliorer les relations entre les États. Certes, il faut tenir tout d'abord pour acquis que toutes les délégations sont animées de la plus entière bonne foi et que ce qui importe donc c'est la conduite qu'elles adopteront pour prouver leurs intentions.

47. En terminant, le représentant du Mexique félicite les auteurs du projet de résolution commun de l'esprit de modération dont ils ont fait preuve, et il exprime l'espoir que ce problème pourra être résolu de façon satisfaisante pour tous les intéressés.

48. M. CARDOZA y ARAGON (Guatemala) estime incontestable que l'Organisation a le droit de se saisir du problème et appuie chaleureusement le projet de résolution commun. Comme le représentant de la Grèce l'a souligné (27^e séance), un vif désir de coopération, de compréhension et de conciliation s'est manifesté au sein de la Commission. On peut donc espérer que les travaux de l'Organisation ne resteront pas stériles. Il ne s'agit pas de juger l'Union Sud-Africaine : la cause a été entendue sans appel ; il ne s'agit pas d'invoquer la Charte ou les droits de l'homme, mais de respecter la dignité de la personne humaine. Il est faux de prétendre que l'examen de la question constitue une atteinte à la souveraineté d'un État : la tâche que la Commission a le devoir d'accomplir en la matière est d'extirper à tout jamais ces vestiges de l'impérialisme, du colonialisme et du nazisme. On ne saurait tolérer plus longtemps que l'homme soit ainsi exploité. Chaque fois qu'on tolère une violation des droits de l'homme, on oublie la raison d'être de l'Organisation des Nations Unies.

49. Le projet de résolution commun est très clair : il a pour but d'assurer le développement de la fraternité entre les peuples et le maintien de la paix, de la démocratie et de la liberté. La délégation du Guatemala se prononce donc en faveur de ce projet.

La séance est levée à 17 h. 10.